

L'AVENIR DE L'UNION EUROPÉENNE MÉRITE UN GRAND DÉBAT



Yves Bertoncini, Président du
Mouvement Européen - France,
Vice-président du Mouvement
Européen - International

La « Conférence sur le futur de l'Union européenne » lancée le 9 mai 2021 représente une opportunité rare de recueillir les avis et propositions de ses citoyens face aux multiples défis qu'affronte notre continent. Après des années marquées par la gestion de crises successives, il est plus que jamais salutaire de faire le point et de débattre du type d'Union que nous voulons, afin d'ouvrir la voie à une Europe plus forte, plus efficace et plus démocratique à l'horizon 2025-2030. Alors que le bon niveau de participation des élections européennes de 2019 a reflété l'intérêt croissant des citoyens français et européens pour leur Union, la Conférence dédiée à son avenir leur offre une belle possibilité d'y jouer un rôle plus actif - qu'il s'agit de saisir pleinement.

La déclaration commune en forme d'agenda, adoptée par les institutions européennes évoque les principaux enjeux économiques, sociaux, environnementaux, diplomatiques et sécuritaires sur lesquels les citoyens de l'UE ont vocation à s'exprimer. Elle mentionne trop cursivement les défis démocratiques qu'il s'agit aussi de traiter, tant il est vrai que la lisibilité et la transparence du fonctionnement et des politiques de l'UE doivent être accrues

afin de lui permettre de combiner mieux encore efficacité et légitimité. Au total, la feuille de route est suffisamment large pour que chacun puisse s'exprimer sur ce qui lui semble essentiel pour notre continent et tracer des perspectives à court et moyen termes.

Au-delà de sa valeur ajoutée intrinsèque, la Conférence sur l'avenir de l'UE doit conduire à mettre en valeur les acteurs et outils permettant à nos concitoyens de s'exprimer de manière permanente sur les enjeux européens, et notamment par leurs représentants parlementaires, les consultations publiques de la Commission européenne, les initiatives citoyennes européennes ou encore les débats organisés par la société civile... Cette mise en valeur sera d'autant plus utile s'il s'avérait que les institutions européennes peinent à prendre en compte la diversité des attentes citoyennes exprimées lors de la Conférence.

Le Mouvement Européen-France entend contribuer activement à la réussite de ce grand rendez-vous démocratique, en liaison avec l'ensemble de ses membres, dont Confrontations Europe, que ses activités et son nom même prédisposent à cet exercice. Le MEF et

ses réseaux s'attacheront notamment à renforcer la notoriété et l'attractivité de cette initiative afin que le plus grand nombre de citoyens français puisse y prendre part, en métropole comme en territoires ultra-marins, en ville comme en zones rurales, aux échelons tant nationaux que régionaux et locaux.

À nous d'inciter nos concitoyens à s'exprimer sur la plateforme numérique mise en place par les institutions européennes; à nous de les inciter à participer à des panels citoyens, qu'ils soient virtuels ou en présentiel; à nous d'organiser de multiples conférences et débats leur permettant de communiquer leurs perceptions et leurs attentes au regard de la construction européenne; à nous, enfin, de formuler des propositions pour faire progresser l'intégration européenne, une nécessité politique plus aiguë que jamais en ces temps de pandémie et d'émergence du duopole sino-américain.

Le MEF s'efforcera d'inviter des citoyens européens de tous les horizons et issus d'autres pays de l'UE à participer à la définition de

notre avenir commun, qui résultera par nature d'un engagement de l'ensemble des États membres. Cette européanisation des débats sera d'autant plus utile dans la perspective de la Présidence française du Conseil du 1^{er} semestre 2022, qui se devra de conjuguer volontarisme hexagonal et pragmatisme diplomatique et politique, dès lors que faire grandir l'Europe ne saurait conduire à la transformer en une « France en plus grand ».

C'est parce que nous croyons à l'utilité et à la valeur ajoutée de la Conférence sur l'avenir de l'UE que nous souhaitons qu'elle dure deux ans, comme prévu, afin de renforcer son impact auprès des citoyens. À ce titre, la « PFUE » devra constituer un point d'étape nécessaire à la bonne continuité de la Conférence, et l'année 2023, un point d'aboutissement préparant au mieux les élections européennes et la définition de la feuille de route des dirigeants de l'UE qui prendront la relève en 2024.

L'avenir de l'Union européenne mérite un grand débat - en avant toutes et tous! ■

